

Iran : résistance et contestation en république islamique

Firouzeh Nahavandi¹

Dans le contexte autoritaire qui est celui de l'Iran, les contestations ne prennent pas nécessairement la forme d'actions protestataires collectives. C'est à travers l'investissement de l'espace public par des formes passives ou détournées de résistance que les féministes et les jeunes expriment leur insoumission. Le « mouvement vert » de 2009 reflète à la fois les possibles et les limites d'un militantisme peu structuré.

S'interroger sur les mouvements de contestation dans l'Iran d'aujourd'hui revient à se pencher sur les espaces de contestation possibles dans les régimes non démocratiques et autoritaires, dont la nature oppressive empêche la participation politique et la construction d'une réelle société civile. Dans ce cadre, la République islamique est un terrain d'études fertile où se mêlent des formes traditionnelles, mais aussi nouvelles, d'expression de mécontentements qui reflètent la créativité d'une population soumise à une répression massive. Il s'agit d'un pays où les partis politiques traditionnels ont été progressivement interdits, où la liberté d'expression et de presse n'existe pas et où l'ambiguïté de la Constitution² ouvre les portes à toutes les interprétations possibles.

Pourtant, depuis l'avènement de la République islamique d'Iran, en 1979, les dissensions et les contestations se multiplient. Durant

1. Professeur de sociologie et directrice du Centre d'études de la coopération internationale et du développement, Université libre de Bruxelles.

2. Pour une traduction annotée voir Potocki (2004).

les premières années, elles ont été plus feutrées, en raison de la place de Khomeiny dans le paysage politique et de la guerre avec l'Irak, qui a permis au régime de détourner les mécontentements vers une cible extérieure et étouffer les revendications et les attentes intérieures. Malgré tout, même à cette époque, au sein du régime sont nées la *Majmae Rohaniune Mobarez* (Association des clercs combattants), caractérisée par une interprétation plus ouverte de la charia et des enseignements islamiques, et la *Jamee Rohaniate Mobarez* (Société du clergé combattant), défendant une interprétation rigide de l'islam et du *Velayat-e Faghih* (gouvernement du jurisconsulte). Et des contestations nombreuses, en particulier des femmes, ont également vu le jour.

Après la fin de la guerre avec l'Irak (1988) et la mort de Khomeiny (1989) se sont formées, toujours au sein du régime même, de nouvelles factions, tels le mouvement dit réformiste représenté par l'ayatollah Khatami, ou le mouvement dit conservateur rattaché à l'ayatollah Rafsanjani. Plus tard, un schisme au sein de la *Rohaniate Mobarez* a donné naissance à la faction *Kargozarane Sazandegi* (les cadres de la construction). Enfin, plus récemment, une nouvelle reconfiguration des positions a mis en évidence d'un côté les dits néoconservateurs et de l'autre une très grande coalition de dits réformistes, incluant les anciens présidents Rafsanjani et Khatami ou d'anciens ministres comme Moussavi ou l'ancien président du parlement, Karroubi, des partis politiques réformistes et des « conservateurs traditionnels modérés » comme l'ancien président du parlement Nategh-Nouri.

Toutefois, si dans le cadre de l'establishment des regroupements et des tendances différentes se dessinent qui ne remettent pas en cause la légitimité du régime, c'est surtout en dehors de la sphère officielle que l'opposition de la population au régime, ou à certains aspects du régime, est intéressante à étudier, dans la mesure où elle reflète les aspirations aux changements et non une lutte de pouvoir. La question essentielle et l'enjeu principal pour le futur sont de savoir dans quelle mesure ce type de mouvements peut mener à un changement politique et/ou institutionnel³.

C'est sur cette sphère que se penche cet article, qui présente essentiellement les mouvements des femmes et des jeunes. L'influence des intellectuels ainsi qu'une nouvelle forme de contes-

3. À cet égard, voir les travaux de Bayat (2007 ; 2010).

tation incluant l'action des artistes ou des blogueurs dans l'Iran d'aujourd'hui méritent néanmoins d'être citées, même si elles ne s'apparentent à aucun mouvement. C'est en conséquence l'action d'une partie de ce que nous appellerons par commodité la société civile qui nous intéresse ici⁴. Toutefois, il faut mettre en évidence que tous ces mouvements n'ont pas réellement d'idéologie, ni de leaders proclamés et qu'ils n'entraînent pas toujours de mobilisation de masse, d'où le problème de la qualification de ceux-ci comme sociaux.

La contestation en Iran s'apparente plus à ce que James Scott (1998 ; 2008) appelle « *les formes quotidiennes de résistance* », qui passent par la subversion et par des pratiques de microrésistance plutôt que par l'action organisée collective. Toutefois, elles peuvent aboutir à des évolutions partielles, dans la mesure où le régime ne peut les ignorer totalement. Il s'agit non de protestation collective, mais plutôt de présence collective. Asef Bayat parle de « *non mouvements* » (2010). Ce type d'investissement de l'espace public constitue l'une des originalités de la contestation en Iran. Il ne correspond à aucune forme d'opposition classique étudiée en sciences politiques. Ces pratiques de résistance, souvent ignorées ou méprisées par les théoriciens des rapports de domination, représentent néanmoins la forme la plus courante de l'expression de la résistance de la population iranienne face à un régime islamiste, autoritaire et patriarcal.

La contestation des femmes

Les femmes iraniennes ont participé massivement aux mouvements qui ont abouti au changement de régime en Iran. Toutefois, elles ont rapidement dû se rendre à l'évidence : la République islamique ne leur accorderait pas la place qu'elles entendaient avoir et elles ont dû faire face à la double contrainte de l'autoritarisme et du patriarcat. Le nouveau régime instaure très rapidement de nouvelles ségrégations et des interdictions, en abolissant la loi de la protection de la famille de 1967 ou en imposant des discriminations à leur égard, notamment dans le travail et l'éducation, leur interdisant de nombreux postes, tel celui de juge, leur coupant l'accès à

4. Nous n'entrons donc pas en conséquence dans la discussion sur la définition de ce qu'est une société civile et sur le bien-fondé de l'utilisation du terme dans le cas de l'Iran, ce qui constitue un vrai débat.

certaines disciplines à l'université, mesure renouvelée et aggravée en août 2012. Dépourvues des canaux traditionnels de la contestation, les femmes ont dû progressivement se positionner et organiser leur résistance en dehors de la sphère publique traditionnelle, en déployant des stratégies et des formes nouvelles d'activisme et en créant de nouveaux espaces individuels ou collectifs d'expression de la liberté.

Le mouvement féministe en Iran ne correspond pas au modèle classique d'une organisation centralisée et ne possède pas de dirigeantes établies ou reconnues, même si quelques personnalités constituent des références respectées par toutes, telle le prix Nobel Shirin Ebadi ou Mehranguiz Kar, militante des droits de l'homme. Ce mouvement regroupe des féministes laïques et des femmes se réclamant de l'islam ou d'une lecture de l'islam (féministes islamistes et post-islamistes). Dès le début du régime, face au féminisme traditionnel et universaliste des classes éduquées et modernisées de femmes plutôt urbaines, naissent des mouvements de résistance dans le cadre même du régime, comme l'Association des femmes de la Révolution islamique, dont les membres fondateurs appartiennent en général à des familles faisant partie de la sphère cléricale. Certaines femmes dans l'entourage intime des chefs religieux, telle la fille du président Rafsanjani, joignent leurs voix aux revendications.

L'un des premiers vecteurs de la contestation est ce que les femmes iraniennes appellent la « résistance passive », qui englobe des actes d'insoumission plus individuels, tels celui au mode d'habillement imposé, le choix des études prolongées, le mariage tardif... Le sport constitue quant à lui un autre vecteur de résistance et est devenu un contexte d'agitation pour la question de l'égalité entre les sexes. Ainsi en est-il du football, que les femmes ont érigé comme symbole de leur exclusion de la vie publique et qui est l'occasion de nombreuses campagnes pour l'accès au stade. Concrètement et parallèlement aux revendications, des actions d'irruption impromptue à des événements sportifs sont organisées. L'écho international qui est donné à ces actions renforce leurs positions.

En outre, agir sur la prise de conscience est un vecteur principal de la lutte des femmes, ce à travers des écrits, des réunions, du porte à porte. À ce niveau, le recours aux journaux est important, dans la mesure où il constitue un des seuls moyens dont disposent les femmes pour cultiver le soutien public contre les injustices. Des

campagnes d'écriture aux dirigeants et aux magazines féminins sont courantes. Ainsi par exemple, dans les années 1980, le magazine *Zan e rouz* (« Femme d'aujourd'hui ») va jusqu'à inviter les chefs religieux à répondre aux questions des lectrices. Le recours au discours islamiste pour faire avancer l'agenda féministe est également visible. Il s'agit de déconstruire les discours machistes. Dans ce processus, la référence aux féministes, comme Simone de Beauvoir entre autres, est une stratégie partagée.

L'investissement de l'espace public par la participation à des rallyes, au travail, aux meetings internationaux est également prisé. Ainsi, à titre d'exemple, en juin 2005, plusieurs groupes du mouvement féministe iranien lancent leur première action collective sous forme d'un rassemblement de protestation devant l'Université de Téhéran. À travers une même plateforme, les femmes revendiquent une réforme constitutionnelle et l'élimination des clauses soumettant les droits des femmes aux principes islamiques.

Finalement, le lancement d'une vaste campagne devant recueillir un million de signatures pour la réforme de la Constitution et l'élimination des lois discriminatoires, et plus particulièrement celles du droit familial, a été le point culminant de l'action des femmes. Le but de cette campagne est d'élargir la base et de sensibiliser la population en matière de discriminations juridiques des femmes, en lui faisant prendre conscience de l'impact des lois sur les femmes et sur la société dans son ensemble. Cette campagne a eu un succès retentissant mais a également entraîné l'arrestation de beaucoup de femmes.

La contestation des jeunes

Les mouvements étudiants ont joué un rôle moteur dans le renversement de l'ancien régime et l'avènement de la République islamique. Toutefois, les universités sont les premières à être touchées par l'islamisation. Les étudiants ne parviennent cependant pas à parler à l'unisson ni à produire un discours cohérent, même si dans les années 1990, influencés par la pensée d'intellectuels comme Soroush⁵, ils ont remis en cause la mainmise du religieux sur le politique.

5. Penseur proche de la mouvance réformiste et professeur à l'Université de Téhéran, ainsi qu'à l'Université Imam Khomeiny.

Ils élaborent aussi un discours sur les notions de société civile, de citoyenneté, d'État de droit et de réforme de la Constitution. Les étudiants, comme la jeunesse en général et les femmes, ont joué un rôle important en 1997 dans l'élection de Khatami à la présidence et ont profité du relatif espace de liberté ouvert à cette époque pour répandre un discours réformateur, en particulier à travers les médias. Face à l'absence de changement, leur discours s'est progressivement orienté vers la critique du pouvoir lui-même et a pris des allures de plus en plus laïques et dissidentes.

En parallèle aux positions plus politiques des étudiants, s'étend au sein de la jeunesse iranienne une sous-culture dont le discours porte sur les valeurs et non sur le politique. Dans cette évolution, la question démographique joue un rôle de premier plan. En effet, environ 70 % de la population iranienne a moins de trente ans. Il s'agit ici d'un groupe ayant conscience de ses caractéristiques et revendiquant son statut de manière collective. La remise en question du contrôle social en est le vecteur principal⁶.

La défense des aspirations des jeunes, le désir de la participation à la globalisation et la résistance à l'autorité morale et politique du régime⁷ sont des éléments centraux. La résistance passe par une demande de redéfinition des normes sociales et sexuelles et des comportements fixés par une société et un régime rigides et des revendications portant sur les droits humains. Les remises en question passent par le droit à s'habiller librement, la disparition de la ségrégation de genre et finalement le droit de disposer de son corps.

Les actions ne sont plus politiques, mais clairement de désobéissance sociale, telles les relations sexuelles hors mariage, la participation à des concerts, à des fêtes ne respectant pas la ségrégation et l'interdiction de musique et finalement la création d'espaces de liberté réprochés par le régime. Les médias sociaux (twitter, facebook, youtube) sont les instruments privilégiés de cette jeunesse. Le persan est devenu la quatrième, voire la troisième langue de la blogosphère (Ziaei, 2012). Il y a donc un essai de participation à la culture jeune globalisée. Ici encore, comme pour les femmes, l'in-

6. Voir l'excellent ouvrage dirigé par Bayat et Herrera (2010), en particulier les chapitres sur l'Iran.

7. Voir à ce sujet, entre autres, Mahdavi (2009).

vestissement de l'espace public ou la présence collective prennent le dessus sur l'action collective.

Dans le même temps, la résistance prend une forme ludique dans sa défiance de l'autorité. Les jeunes hommes se déguisent en femmes, on danse dans les rues à proximité de cérémonies de commémorations religieuses. Le simple fait de s'amuser devient un acte de défiance. En témoigne l'épisode des « batailles d'eau » en 2011, quand des groupes de jeunes, hommes comme femmes, se donnent rendez-vous via Facebook et les téléphones portables pour se retrouver dans les parcs et s'asperger d'eau, défiant l'interdiction de mixité et d'obligation de tenue islamique.

Ainsi, bulles de savon, batailles de polochon et autres jeux apparemment innocents commencent à devenir l'arsenal de base d'une jeunesse révoltée vivant sous un régime autoritaire et patriarcal. La réaction disproportionnée du régime transforme ces épisodes en actes politiques. Le revers de la médaille de cette nouvelle forme de contestation devient la fuite en avant vers des comportements déviants et une augmentation de la consommation de drogue et de la prostitution dans ce pays.

L'action combinée des femmes et des jeunes : le mouvement vert

L'appellation « mouvement vert » renvoie à un vaste mouvement qui s'est mis en place lors des élections présidentielles de 2009 et qui s'est transformé en vagues de protestation massive à la suite de la réélection de Mahmoud Ahmadinejad. Ce mouvement reflète bien les points abordés ci-avant. Il s'agissait d'une présence collective massive et d'un investissement de l'espace public par la population. Les manifestations s'articulaient autour des thèmes des droits humains, de la démocratie et de la liberté. *« Il ne fallait pas s'attendre à ce que le mouvement vert renverse le pouvoir. Ce n'était d'ailleurs pas un mouvement social au départ, mais l'expression d'un moi citoyen »* (Khosrokhavar, 2010).

Par ailleurs, le mouvement se caractérisait par l'absence des couches populaires. Le front uni contre la fraude électorale était formé en grande partie par de jeunes citoyens appartenant aux couches moyennes et aisées, en particulier des jeunes filles. Les étudiants – la partie la plus politisée de la jeunesse – n'ont pas joué de rôle moteur. Ce qui unissait les jeunes était leur opposition à l'autoritarisme (Omidvar, 2010).

Même si d'autres couches sociales ont participé, comme les classes moyennes ou une partie des couches supérieures, et en dépit de l'apparition de leaders bien malgré eux, à savoir les candidats malheureux, le mouvement n'était ni animé par une idéologie précise, ni dirigé par un leadership cohérent. Par ailleurs, ceux qui en ont pris la direction à mi-parcours, Moussavi et Karroubi, sont toujours restés fidèles à une évolution dans le cadre du régime islamique et représentaient malgré tout l'establishment, même s'ils subirent les foudres du régime. Il est dès lors possible de comprendre l'échec relatif de ce mouvement vert dans l'enclenchement d'un changement politique et/ou institutionnel en Iran, et de répondre ainsi partiellement à la question de l'impact de ces mouvements.

Bibliographie

- Bayat A. (2010), *Life as Politics, How Ordinary People Change the Middle East*, Amsterdam University Press.
- Bayat A. (2007), *Making Islam Democratic Social Movements and the Post-Islamist Turn*, Stanford University Press.
- Bayat A. (2010), *Life as Politics, How Ordinary People Change the Middle East*, Amsterdam University Press.
- Bayat A. & Herrera L. (2010), *Being Young and Muslim: New Cultural Politics in the Global South and North*, Oxford Scholarship Online.
- Khosrokhavar F. (2010), « Le mouvement vert change la nature même du réformisme iranien », *Le Temps*, 5 juillet.
- Mahdavi P. (2009), *Passionate Uprisings, Iran's Sexual Revolution*, Stanford University Press.
- Omidvar Sh. (2010), « Vers un Iran post-Ahmadinejad », *Le Monde Diplomatique*, juin.
- Potocki M. (2004), *La Constitution de la République islamique d'Iran 1979-1989*, Paris, L'Harmattan.
- Scott J. (2008), *La domination et les arts de la résistance: Fragments du discours subalterne*, Editions Amsterdam.
- Scott J. (1998), *Seeing Like a State: How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*. Yale University Press.
- Ziaei (2012), « L'espace virtuel iranien : résistance et mobilisation », *Tumultes*, 38-38.